

LAISSER MOURIR, C'EST TUER COGÉRER, C'EST CO-DÉTRUIRE

Comment *Nuclear Transparency Watch*, Michèle Rivasi, Corinne Lepage et Gilles Hériard-Dubreuil pratiquent en association, et grâce à des subsides européens, l'art répugnant de rendre acceptables le nucléaire et ses dégâts.

En 2013, Michèle Rivasi, co-fondatrice de la CRIIRAD¹, députée européenne, membre d'Europe Écologie Les Verts, crée l'association *Nuclear Transparency Watch* (NTW) dont elle devient présidente. La vice-présidente de NTW est Corinne Lepage, avocate, ancienne ministre de l'environnement, ancienne députée européenne et ancienne vice-présidente du MODEM. Le co-fondateur, secrétaire général, et l'un des « experts qualifiés » de NTW est Gilles Hériard-Dubreuil. Ce dernier dirige le cabinet de conseil *Mutadis*, sinistrement connu pour son engagement, sous forts subsides européens et internationaux, dans les projets *Ethos*, *SAGE* et *CORE*, notamment², dont l'objectif principal est de prescrire aux populations des recettes d'accommodation à la vie en zones contaminées par la radioactivité. En compagnie de Jacques Lochar, vice-président de la *Commission Internationale de Protection Radiologique* (CIPR) et président du *Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire* (CEPN), dont les membres sont AREVA, l'Institut de Radioprotection et de Sûreté nucléaire (IRSN), le Commissariat à l'Énergie Atomique et Électricité de France, Gilles Hériard-Dubreuil est un contributeur actif à la propagation de la doctrine de la « culture pratique de la radioprotection » dans le contexte de Fukushima et de son désastre en cours, après avoir vendu ses services à Tchernobyl³.

¹ Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité.

² On peut également inscrire au tableau de chasse de Gilles Hériard-Dubreuil et de son cabinet de conseil *Mutadis*, le secrétariat du projet [COWAM](#) (Community Waste Management) mené de 2000 à 2003 sur le thème de l'"acceptabilité" des déchets nucléaires : "une action concertée à l'échelle européenne nucléaires soutenue par la Commission Européenne (DG Recherche) dont l'objectif est de développer des recommandations pratiques en vue d'améliorer la qualité des processus de décision en matière d'implantation et d'exploitation d'installations de gestion de déchets nucléaires."

³ Le programme *Ethos* (1996-2001) vise à développer un engagement des populations des zones contaminées dans la « réhabilitation de leur territoire ». Le programme [SAGE](#) (2002-2005), coordonné par le CEPN, entend « contribuer au développement de stratégies et de recommandations permettant de mettre en place et de disséminer une culture pragmatique de protection radiologique en Europe de l'Ouest en cas de catastrophe nucléaire aux conséquences durables ». Le programme international *CORE* (2003-2008) (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés du Bélarus), est ainsi défini par l'[IRSN](#) : « La stratégie d'ensemble du programme *CORE* s'inscrit dans la perspective du développement durable et se propose d'accompagner des initiatives locales soutenues et soutenables. L'approche *CORE* s'inscrit dans la perspective ouverte par le projet *ETHOS*. Cette démarche pluridisciplinaire et novatrice visait à créer les conditions d'une prise en charge par les populations locales de leur situation radiologique. Le programme repose sur un partenariat local, national et international. L'IRSN participe plus spécialement aux volets *CORE* Santé et *CORE* Éducation-Mémoire. »

Jean-Claude Delalonde, Président de l'Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information (ANCCLI), est l'un des vice-présidents de NTW aux côtés de Nadja Železnik, experte en communication, et Florion Guillaud, également à l'ANCCLI, en est le trésorier.

Michèle Rivasi et ses acolytes appellent, en créant l'association *Nuclear Transparency Watch*, à rien moins qu'« une implication systématique des citoyens et de la société civile dans la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire en Europe » :

« L'initiative NTW a d'ores et déjà reçu le soutien du secrétariat de la Convention d'Aarhus, du Bureau environnemental européen, d'Herca (rassemblement européen des autorités compétentes en protection radiologique) et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté nucléaire (IRSN). Avec un soutien de 100.000 euros de la *Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme*, NTW a commencé à travailler sur le grand oubli des stress-tests. »⁴

Nous proposons de regarder de plus près à quel jeu dangereux s'adonnent l'association *Nuclear Transparency Watch*, Michèle Rivasi, Corinne Lepage, Gilles Hériard-Dubreuil et leurs collaborateurs, afin d'éclairer la manière dont ils œuvrent à la préparation de la population française à la gestion d'un désastre nucléaire, dont on aura suffisamment compris qu'il ne tardera plus à « survenir ». Notre analyse se fera en deux temps : nous verrons, tout d'abord, en quoi *Nuclear Transparency Watch* est une association médiatrice au service du nucléaire ; puis, nous examinerons la nature du projet radionégationniste que porte *Nuclear Transparency Watch*, à travers notamment sa contribution à la dissémination de la doctrine de l'accommodation des populations à la radioactivité en situation d'accident nucléaire.

I. NUCLEAR TRANSPARENCY WATCH, UNE ASSOCIATION MÉDIATRICE AU SERVICE DU NUCLÉARISME

Trois points retiendront notre attention. Nous verrons tout d'abord comment les as de la « transparence nucléaire » concoctent, sous subsides européens, un emballage cogestionniste de la « sûreté nucléaire ». Puis, nous donnerons un aperçu des objectifs « citoyennement » douteux de NTW. Dans un troisième temps, nous examinerons la manière dont NTW soutient inconditionnellement l'initiative pronucléaire européenne RICOMET, dans le domaine de la « communication du risque ».

A) Un emballage cogestionniste de la « sûreté nucléaire »

Dans une vidéo consultable sur le site de *Nuclear Transparency Watch*, Gilles Hériard-Dubreuil présente les objectifs de la dite association :

« La sûreté nucléaire est un sujet qui concerne tout le monde, qui est un bien commun, qui concerne aussi bien les associations qui se positionnent, je dirais, contre le

⁴ <http://www.actu-environnement.com/ae/news/initiative-nuclear-transparency-watch-19908.php4>

nucléaire, mais aussi les gens qui vivent dans l'environnement des centrales et qui n'ont pas forcément un point de vue marqué pour ou contre le nucléaire. D'une manière générale il y a un enjeu, pour l'ensemble de ces personnes, d'apporter leur contribution. Et aussi nous sommes partis du constat que, dans la sûreté nucléaire, dans le monde entier, on voit bien l'importance de la présence de la société civile, et l'accident de Fukushima l'a largement démontré. (...) NTW n'est pas une association antinucléaire, ni pronucléaire, c'est vraiment, je dirais, autour du bien commun de la sûreté que s'est déployée cette nouvelle initiative. »⁵

Élaborant le concept fumeux de « sûreté nucléaire comme bien commun », concept manifestement validé par Michèle Rivasi et Corinne Lepage, Gilles Hériard-Dubreuil oublie de rappeler combien les aventures éthossiennes dont il est, en compagnie de Jacques Lochard, comme nous l'avons dit, l'un des principaux maîtres d'œuvre à Tchernobyl comme à Fukushima, n'ont fait jusqu'à présent que donner à la dite « sûreté nucléaire », plutôt que les apparences d'un « bien commun », toute la réalité effective d'un *mal très particulier* : celui de la contamination radioactive des populations et des travailleurs du nucléaire, avant, comme après les accidents, ne proposant, aux uns comme aux autres, qu'une vague intention thérapeutique et citoyenne visant principalement à leur faire accepter leur condition d'être contaminés.

Un tel emballage cogestionniste, que cherche à nous vendre ce consultant en horreur radioactive relayé par *Nuclear Transparency Watch*, ressemble à s'y méprendre à ce que concédait, grand seigneur, Christophe Xerri, conseiller nucléaire de l'ambassade de France au Japon et ancien employé d'AREVA chargé des exportations de MOX, lors d'une douteuse opération de promotion de l'industrie nucléaire française qui se tenait à la Maison franco-japonaise de Tôkyô, le 14 mars 2014, affirmant : « Des opposants au nucléaire, oui, il en faut, c'est normal ».

Le moteur de la cogestion est l'anéantissement de l'ennemi. Des contestataires, des rebelles, voire des radicaux, oui, « il en faut, c'est normal », mais pas d'ennemi. Dans le champ du nucléaire et de ses dégâts, comme dans d'autres d'ailleurs, la bio-diversité démocratique a ses limites : elle ne tolère de dissidence que réaliste, c'est-à-dire s'intégrant à des dialogues de sourds, se montrant transparente, bref quasi muette.

Au-delà de ce constat, somme toute banal, on aura du mal à interpréter cette affirmation de Gilles Hériard-Dubreuil selon laquelle « la sûreté nucléaire est un sujet qui concerne tout le monde », lui qui, des années durant, dans le cadre des programmes de « réhabilitation » des zones contaminées en Biélorussie, a mis en place le programme *Ethos* et ses suites, sur lequel nous reviendrons plus loin, dont un des principaux objectifs - atteint - a été d'évincer du terrain de Tchernobyl les initiatives de protection sanitaire des populations développées par des médecins et des physiciens après l'accident de la centrale, et de ne pas ralentir, en conséquence, la détérioration continue de la santé des populations concernées, notamment celle des enfants⁶. Ainsi, selon

⁵ <http://www.nuclear-transparency-watch.eu/fr/conseil-administration>

⁶ Pour une analyse et un historique précis de cette opération de déresponsabilisation des autorités et de responsabilisation des populations dans la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, on se reportera utilement à l'ouvrage de Wladimir Tchertkoff, *Le crime de Tchernobyl, le goulag nucléaire*, Actes-Sud, 2006. On se référera également utilement à l'ouvrage de Kolin Kobayashi, *Le crime du lobby nucléaire international*, de

Michel Fernex, Professeur honoraire à la Faculté de Médecine de Bâle, « en cas d'accident nucléaire la priorité devrait être la réduction des dépenses. Ceci implique de considérer comme intangible, le dogme de la non-nocivité des faibles doses de rayonnements ionisants. (...) Les responsables d'*Ethos* ont demandé au ministre biélorusse chargé des problèmes de Tchernobyl, de se substituer à l'institut indépendant de radioprotection *Belrad*, dirigé par le Professeur V.B. Nesterenko, dont ils utilisaient les données de mesures, depuis quelques années. La lettre du ministère, signée par Valéry Shevchouk le 25.01.2001, communiquait en conséquence au directeur de *Belrad*, que la gestion d'une série de villages du district de Stolyn lui était enlevée au profit de *Ethos-2*, conformément à la demande de ces derniers.»⁷

Les faits de trahison de Gilles Hériard-Dubreuil à l'encontre des spécialistes de santé à Tchernobyl, ne semblent toutefois pas avoir dissuadé Michèle Rivasi et Corinne Lepage de collaborer avec ce dernier, de le nommer « secrétaire » et « expert qualifié » de leur association *Nuclear Transparency Watch*, de le charger de communiquer sur « la sûreté comme bien commun » sur le site de leur association, et comme nous le verrons, de vanter les mérites des rapports radionégationnistes dont il est l'auteur.

Rappelons, avant cela, que Gilles Hériard-Dubreuil a fondé en 2013, avec Tugdual Derville, le « courant » *Écologie humaine*, dont le nom reprend une terminologie vaticane et précisons que Tugdual Derville est porte-parole de *Manif pour Tous*, et délégué général de l'*Alliance Vita*, association d'extrême droite catholique du mouvement pro-vie, qui milite contre l'avortement, contre l'euthanasie et contre le mariage entre personnes de même sexe⁸. Se proclamant « inspiré par une anthropologie à 360 degrés qui embrasse l'être humain dans toutes les dimensions qui favorisent l'épanouissement de sa vie », *Écologie Humaine* et ses déplorables apôtres du bien, qui affirment bénéficier du « soutien de certaines personnes d'EELV », entendent « bâtir ensemble une société fondée sur la bienveillance », privilégiant notamment « la primauté de la tendresse sur l'autonomie », car « chacun peut autour de soi, par des actions bienveillantes et simples, participer à ce que la personne soit davantage respectée et placée au cœur des activités, afin de ne plus en être, comme c'est le cas en de nombreux domaines, une simple « variable d'ajustement ». »⁹

On réalise vite, à la lecture du « manifeste » d'*Écologie Humaine*, que la bouffée d'air – nauséabonde, mais tellement bourrée de « tendresse » – qui nous est promise, n'est rien d'autre qu'une bulle de confinement, placée sous le signe de la haute surveillance, plutôt que sous celui de la bienveillance. « Il serait déraisonnable de croire – clament en effet haut et fort ces éco-catholiques de carnivals – que la gérance de notre milieu social et naturel ne serait que le résultat spontané d'initiatives locales : prendre en considération les savoirs et les compétences accumulés par des experts, c'est aussi rendre justice à la raison humaine. »

Tchernobyl à Fukushima, paru aux Éditions Ibun-sha, à Tokyo en 2013, qui retrace la continuité historique du radionégationnisme institutionnel, de catastrophe en catastrophe.

⁷ *Trait d'union*, n°22, revue de la Criirad, 1^{er} semestre 2002.

⁸ http://www.huffingtonpost.fr/2013/06/21/ecologie-humaine-think-tank-tradi-manif-pour-tous-lance-ce-samedi_n_3476577.html

⁹ <http://www.ecologiehumaine.eu/vision/>

Nous ne nous attarderons pas sur l'art consommé de la contorsion et du détournement pratiqué par ces infâmes illusionnistes théocratiques qui voilent leur intégrisme d'une tempérance d'ingénieur en communication, et nous nous contenterons de pointer la parfaite cohérence entre les perspectives idéologiques réactionnaires que nous venons d'évoquer, et les thèses délirantes que soutiennent les mêmes militants du « vivre avec » la contamination radioactive, pour qui, à Tchernobyl comme à Fukushima, « la vie est plus forte que la mort, et ceux qui sont passés par une telle expérience ont quelque chose de plus en eux. Ils sont plus forts. »¹⁰ La vie est dure, mais cette dureté la rend si magnifique et si saine, nous disent en substance ces amateurs de sang froid, dont le pathos justifie le monde qui le rend nécessaire. Mettant un point d'honneur à regarder en face la souffrance, avec virilité, et à l'admettre, quoi qu'il dût en coûter, ils tentent de nous faire accepter, dans un élan de destructivité profitable et de générosité équivoque, l'idée que l'on peut, dans les champs de la mort, semer des graines de vie d'autant plus puissantes qu'elles sont nées de la mort – précisément. À condition d'être citoyennement géré, le désastre ferait donc l'homme, et non l'inverse.

Lors d'un « Atelier NERIS¹¹ » intitulé « *Contaminations durables et développement des territoires* » et sous-titré « *Après Fukushima : l'éventualité d'une contamination radioactive durable* », qui s'est tenu en novembre 2011, sous l'égide de l'ANCCLI, Gilles Hériard-Dubreuil n'hésite pas à donner libre cours à son phantasmagorique élan de soutien à la vie mutilée en zone contaminée, et à l'inversion, qui la fonde, du désastre en remède, affirmant : « Plutôt que de parler de retour à la vie normale, je préfère parler de réhabilitation de conditions de vie dignes ou une qualité de vie. De toute façon, c'est nouveau. C'est comme quelqu'un qui est devenu paraplégique et qui devient champion du monde paralympique. Ce sera de toute façon autre chose, ce ne sera pas comme avant. »¹² On retrouve dans cette apologie de la vie à tout prix, même au prix de la morbidité et de la mort, toute l'idéologie pro-vie d'*Écologie Humaine*, ici mobilisée au service d'une naturalisation et d'une fatalisation du nucléaire et de ses dégâts. On appréciera le réalisme social-darwiniste de l'image du « paraplégique qui devient champion du monde paralympique », pour figurer la contamination radioactive, qui devient de ce fait, une ressource censée permettre aux populations les plus directement concernées de continuer la compétition – c'est-à-dire la survie – dans les meilleures conditions possibles – c'est-à-dire celles de l'infirmité et de la maladie – avec l'espoir de devenir des « champions du monde » bien dopés qui finiront par *moisir à plat* en toute « dignité ».

10 Propos de Jacques Lochard recueillis sur le blog de « Ethos in Fukushima », décembre 2011.

11 NERIS se présente comme une « Plateforme européenne sur la préparation d'une réponse et d'un rétablissement face à une urgence nucléaire et radiologique » : « La mission de la plateforme NERIS est d'établir un forum favorable au dialogue et au développement méthodologique entre les associations et organisations européennes prenant part au processus de décision et d'action de protection en cas d'urgences nucléaires et radiologiques et de rétablissement en Europe. » L'adresse postale de NERIS nous dispense de tout commentaire supplémentaire : NERIS - % CEPN 28 rue de la Redoute 92260 Fontenay-aux-RosesFrance.

12 <http://www.anccli.org/wp-content/uploads/2014/06/Actes-atelier-NERIS-Orsan-.pdf>

B) Les objectifs de NTW sont « citoyennement » douteux

Dans un rapport publié par NTW, daté de décembre 2015, intitulé « *A First Report from the Nuclear Transparency Watch BEPPER Project* », rapport relatif à « la transparence dans la gestion des déchets radioactifs » dont Gilles Hériard-Dubreuil est co-auteur aux côtés notamment de Nadja Železnik, experte en communication et vice-présidente de NTW, on apprend (p.15) qu'en matière de gestion des déchets radioactifs, « la compréhension du processus d'acceptation du risque et de l'équilibre entre les risques acceptables et les avantages peut favoriser le développement de la confiance ainsi que des processus de décision et de communication capables de réduire le fossé entre la définition technique du risque et la perception qu'en ont les profanes. »¹³

Traduction de ce charabia d'expertomane : mieux on comprend comment les gens gobent ce que l'on veut bien leur dire, plus il est facile de leur dire ce qu'ils sont susceptibles de mieux gober.

On lit également dans ce rapport de NTW, en page 18, toujours au sujet de la gestion des déchets radioactifs : « L'accès de la société civile à l'expertise et à des organisations de soutien technique devrait être considéré sur la base de l'expérience française de la politique française d' « ouverture à la société » menée par l'IRSN. »

On ne pourra que ressentir une forte suspicion quant à ces louanges fausement naïves de l' « ouverture à la société » d'un Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire sur le site duquel on apprend que, suite à « une demande récurrente des acteurs de la société concernant la publication des avis d'expertise de l'IRSN » ce dernier s'est engagé dans un « changement fort et structurant » visant à « écrire tous les avis afin qu'ils soient publiables. »¹⁴ Où l'on comprend plus clairement la rhétorique des uns et des autres sur la supposée incontournable « transparence », travailler sur la communication en amont étant désormais plus payant en terme d'image démocratique que de rester muet.

On retrouve le même ébahissement feint vis-à-vis de la « transparence » et de « l'ouverture à la société », dans un autre rapport de *Nuclear Transparency Watch* publié en mars 2015, intitulé « *Emergency Preparedness & Response (EP&R) situation in Europe* »¹⁵, sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire en Europe. On lit, page 10 de ce rapport : « Durant la catastrophe de Fukushima, les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la manière dont les citoyens ont collecté de l'information au Japon et au-delà, mais cette dynamique n'est pas prise en considération dans les plans

13 http://www.nuclear-transparency-watch.eu/wp-content/uploads/2016/04/NTW_Transparency_in_RWM_BEPPER_report_December_2015.pdf

14 http://www.irsn.fr/FR/connaissances/Nucleaire_et_societe/ouverture-transparence/ouverture/Pages/3-ouverture-societe-bilan-2011-2014.aspx?dld=37527b12-e4e1-40de-aca0-d2c08e7b0d0c&dwid=dd75846b-9be7-4230-9e4b-ac0ecce2dd72#.VzW_cSg0Y7g

15 <http://www.nuclear-transparency-watch.eu/fr/activites/preparation-et-reponse-aux-accidents-nucleaires>. Les membres du groupe de travail sont : Brigitte Artmann, David Boilley, Dominique Boutin, Jean Claude Delalonde, Michel Demet, Eva Deront, Eloi Glorieux, Marcin Harembski, Jan Haverkamp, Gilles Heriard Dubreuil, Philip Kearney, Andrej Klemenc, Yves Lheureux, Zoriana Mischuk, Jerzy Nizyporuk, Michèle Rivasi, Boris Sandov, Alabena Semionova, Roger Spautz, Johan Swahn, Nadja Železnik-chairperson.

Préparation et Réponse à l'Urgence. Comment les autorités utiliseront ces moyens de communication pour diffuser rapidement de l'information à une large audience ? Comment feront-elles face aux informations contradictoires, aux rumeurs etc. ? »

On ne pourra pas reprocher à l'équipe de NTW de ne pas avoir tiré toutes les leçons de Fukushima, proposant de réfléchir collectivement, dans le cadre des « plans Préparation et Réponse à l'Urgence » à la manière de « faire face aux rumeurs et aux informations contradictoires » en cas de catastrophe... « rumeurs » et « contradictions » vis-à-vis desquelles le gouvernement japonais a très vite donné la marche à suivre en mettant en place un contrôle draconien que les membres de NTW font mine d'ignorer. De fait, nous avons rendu compte des « bâillons de la restriction volontaire » que les autorités japonaises avaient recommandé de porter dès le début de la catastrophe de Fukushima :

« Dans cette bataille de la mesure et de l'information, l'Agence nationale de météorologie a annoncé que les universitaires devaient cesser de diffuser des données relatives à l'extension des radiations sur leurs sites : l'explication officielle est qu'en multipliant la diffusion de ces données, les spécialistes risquaient de perturber les annonces d'urgence faites par le gouvernement. Dans le même esprit, le 18 mars, soit quatre jours après l'explosion du réacteur n°3 de Fukushima Daiichi, le cabinet du Premier ministre a fait discrètement voter une loi modifiant le code pénal, afin de permettre au gouvernement d'enregistrer sans décision de justice des données de connexion à Internet pour une durée de soixante jours, dans le cadre d'un « renforcement de la lutte contre le crime international et organisé » et « contre les virus ». »¹⁶

Mais revenons au tropisme franco-français de *Nuclear Transparency Watch*, qui, avant de polir la vitrine de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, vantant son « ouverture à la société », avait déjà fait briller celle de l'Association Française des Comités et Commissions Locales d'Information. Le résumé analytique du rapport de NTW de mars 2015, sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire en Europe, est explicite :

« L'étude de NTW rend évident que l'approche "top-down" habituellement utilisée dans les mesures de Préparation et Réponse à l'Urgence ne fonctionne pas. (...) Des plates-formes inclusives et participatives, comme le montre l'exemple de l'association française des comités et commissions locales d'information sur l'énergie nucléaire (ANCCLI), devraient être créées. »¹⁷

Tandis qu'AREVA et EdF essaient donc péniblement de vendre leurs centrales nucléaires fissurées aux certifications techniques falsifiées¹⁸, notre charretée de cogestionnaires patentés, co-auteurs de ce rapport parmi lesquels on trouve Michèle

¹⁶ Nadine et Thierry Ribault, « [Les sanctuaires de l'abîme - Chronique du désastre de Fukushima](#) », Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2012, p. 32.

¹⁷ <http://www.nuclear-transparency-watch.eu/fr/activites/preparation-e...onse-aux-accidents-nucleaires/publication-dun-nouveau-rapport.html>

¹⁸ <http://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/021897303768-le-creusot-le-nouveau-dossier-qui-ebroule-areva-1219029.php>

Rivasi, Gilles Hériard-Dubreuil (*Mutadis*, NERIS), David Boilley (ACRO¹⁹) Jean-Claude Delalonde (ANCCLI), Nadja Železnik et d'autres, assurent le service après-vente des nucléaristes en effectuant la promotion de notre modèle national de prévention et de gestion citoyenne des catastrophes nucléaires, à savoir l'ANCCLI. Le président de cette association, Jean-Claude Delalonde, pour qui « Nuclear Transparency Watch n'est pas autre chose que la version européenne de l'ANCCLI »²⁰, ne manque d'ailleurs pas de faire preuve de son national-nucléarisme, déclarant à la Société Française d'Énergie Nucléaire : « Notre idée est simple : nous préférons un nucléaire qui fonctionne, comme en France, et que l'on prenne pour modèle ailleurs en Europe, plutôt qu'un nucléaire avec des accidents. »²¹ Ce constat d'expert inconséquent, que la SFEN s'est empressée de publier, n'est pas sans rappeler, de manière inquiétante, l'impudence des autorités de sûreté nucléaire japonaises... avant la catastrophe de Fukushima. Il avait été précédé d'un entretien dans lequel M. Delalonde annonçait déjà la couleur de cet appel à la cogestion dont NTW se fait la caisse de résonance : « la culture du risque doit entrer dans les mentalités, par le biais de l'éducation, de la télévision... au même titre que la sécurité routière (...) Une information claire et transparente rassurerait les populations. »²²

En attendant d'intégrer le code de la contamination radioactive comme on apprendrait le code de la route, avec ses passages à niveaux, ses voies sans issue, ses sens interdits, ses interdictions de stationner et ses zones de travaux, force est de constater que la nature précisément peu « claire et transparente » de l'ANCCLI contribue plutôt à *ne pas* rassurer « les populations » concernées. De fait, la confusion est grande quant aux objectifs de cette association et des Commissions Locales d'Information qui la constituent, financées à 70% par les conseils généraux et à 30%, soit 1 million d'euros par an, par des fonds transitant par l'Autorité de Sûreté Nucléaire. L'ANCCLI n'est-elle pas partenaire du programme européen NERIS, lui-même domicilié au... Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN) de J. Lochard²³ ? Ainsi comprend-on mieux que, dans l'article précité de la Société Française d'Énergie Nucléaire, intitulé « *Transparence : la France peut faire « Cocorico »* », on trouve un entretien avec un Jean-Claude Delalonde euphorique pour qui « la loi sur la transition énergétique est une formidable avancée qui va contribuer au développement de la culture du risque chez les Français (...), la 5ème campagne de distribution de comprimés d'iode qui est organisée actuellement s'ancrant pleinement dans cette démarche puisqu'elle vise à développer la "culture de radioprotection" de la population française. »²⁴ « Une culture de la radioprotection » qui n'est rien d'autre que le leitmotiv des cogestionnaires d'Ethos, MM. Hériard-Dubreuil et Lochard.

La confusion s'accroît à la lecture du rapport d'activité de l'ANCCLI, pour l'année

19 Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest.

20 <http://www.sfen.org/fr/le-blog-des-energies/transparence-la-france-peut-faire-cocorico>

21 <http://www.sfen.org/fr/le-blog-des-energies/transparence-la-france-peut-faire-cocorico>

22 <http://www.20minutes.fr/societe/1560263-20150311-nucleaire-quatre-ans-apres-fukushima-tout-change-france>

23 <http://www.anccli.org/les-cl-partenaires-du-programme-europeen-neris>

24 <http://www.sfen.org/fr/le-blog-des-energies/transparence-la-france-peut-faire-cocorico>

2015, intitulé « *L'ANCCLI : un réseau d'échange sur la transparence et la sûreté nucléaire – Le nucléaire parlons-en !* », dans lequel les responsables de l'association concluent et résument leur action par un « la sûreté nucléaire, c'est notre bien commun »²⁵, qui n'est rien d'autre, comme on l'a vu, que le mot d'ordre assigné à NTW par Gilles Hériard-Dubreuil. La confusion devient toutefois pure fusion quand on découvre que M. Hériard-Dubreuil, pourtant déjà détenteur de nombreux titres, est affublé, pour venir faire les éloges de NTW, de celui de représentant de l'« ANCCLI France » (en tant que membre de son comité consultatif) lors d'un séminaire européen daté d'octobre 2013 à Vilnius, sur la « *Participation du public dans le contexte de l'énergie nucléaire* »²⁶.

On note enfin que dans le dernier rapport de l'Autorité de Sûreté Nucléaire²⁷, dans lequel les mérites de l'association NTW sont vantés, seuls les noms de Michèle Rivasi et Jean-Claude Delalonde sont mentionnés, sans que celui de Gilles Hériard-Dubreuil apparaisse. Cet oubli est d'autant plus curieux que l'ASN n'est pas sans connaître M. Hériard-Dubreuil, qui, en janvier 2014 venait lui « exposer les raisons de son engagement et tirer les enseignements de 15 années d'action dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl. »²⁸ Sans compter que le CEPN de Jacques Lochard – lui aussi grand témoin de Tchernobyl mobilisé par l'ASN²⁹ et proche partenaire de Gilles Hériard-Dubreuil – fait partie des structures bénéficiant d'un « soutien » de l'ASN, notamment pour l'organisation d'« Ateliers de radioprotection » qui « réunissent des lycées français et européens autour de projets pédagogiques liés à la radioprotection. »³⁰ S'agit-il, de la part de l'ASN, en biffant M. Hériard-Dubreuil de la photo de famille de NTW, de faire preuve d'un souci d'ouverture en cautionnant des représentants inoffensifs de la « société civile » à la réputation moins sulfureuse que celle d'Hériard-Dubreuil et mieux acceptés par les écologistes ?

On finit par s'interroger, au vu de ce petit univers tentaculaire dont les protagonistes ne cessent d'échanger leur masque, sur l'ironie de l'appellation « *Nuclear Transparency Watch* », attribuée à une association dont le nom est censé s'inspirer de « l'ONG *Transparency International* qui se consacre à la transparence et à l'intégrité de la vie publique et économique, et notamment à la lutte contre la corruption »³¹.

Jean-Claude Delalonde, lui-même, regrettant « que la Société Française de l'Energie

25 <http://www.anccli.org/wp-content/uploads/2014/06/AG-ANCCLI-03.11.2015-PPT-Activités-ANCCLI-2015.pdf>

26 « Public participation in the context of nuclear energy *Setting the landscape for future research* » Gilles Hériard-Dubreuil, ANCCLI, France, *Post-FISA Workshop Nuclear fission energy as a part of a sustainable energy system*, Thursday, 17 October 2013, Vilnius Lithuania.
http://cordis.europa.eu/fp7/euratom-fission/docs/09-heriard-dubreuil_en.pdf

27 Rapport de l'ASN sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2015 (avril 2016), p. 196. <http://www.asn.fr/Informer/Publications/Rapports-de-l-ASN/La-surete-nucleaire-et-la-radioprotection-en-France-en-2015>

28 « Témoignage de Gilles Hériard Dubreuil, Directeur de Mutadis » : <http://post-accidentel.asn.fr/Accident-de-Tchernobyl/Methodologie/Temoignage-de-Gilles-Heriard-Dubreuil>

29 <http://post-accidentel.asn.fr/Accident-de-Tchernobyl/Methodologie/Temoignage-de-Jacques-Lochard>

30 Rapport de l'ASN sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2015 (avril 2016), p. 184.

31 <http://www.actu-environnement.com/ae/news/anccli-politique-energetique-16939.php4>

Nucléaire ne s'investisse pas dans NTW », croit utile de contrer l'opposant : « Aujourd'hui, clame-t-il, cette association est perçue à tort comme un repère d'antinucléaires »³².

C) Un soutien inconditionnel de NTW à l'initiative RICOMET, ouvertement pronucléaire

Avec une frénésie crasse, *Nuclear Transparency Watch*, Michèle Rivasi, Corinne Lepage et Gilles Hériard-Dubreuil appellent à soutenir l'initiative européenne RICOMET, à l'intitulé éloquent : « *Perception du risque, Communication et Ethiques des Expositions au Rayonnement Ionisant* » :

« NTW soutient l'appel RICOMET pour mettre en place une recherche et une innovation responsables au sein d'Euratom (...) NTW recommande l'incorporation d'activités visant à élargir le champ du nucléaire aux dimensions sociales, participatives et éthiques. »³³

Rappelons que l'initiative RICOMET est placée sous les auspices de quatre projets d'Euratom, organisme public européen chargé de coordonner les programmes de recherche dans le domaine du nucléaire suivant :

- EAGLE: *Enhancing Education, Training And Communication Processes For Informed Behaviors And Decision-Making Related To Ionizing Radiation Risks*, coordonné par Tanja Perko du Centre de recherche nucléaire belge (SCK-CEN) (durée : 2013-2016 ; budget : 1 million d'euros).
- OPERRA: *Open Project for the European Radiation Research Area*, coordonné par Jean-René Jourdain de l'IRSN (durée : 2013-2017 ; budget : 12 million d'euros).
- CONCERT: *European Joint Programme for the Integration of Radiation Protection Research, structure parapluie pour les plateformes de recherche MELODI, ALLIANCE, NERIS et EURADOS*, dans lesquelles on retrouve mobilisés, entre autres, l'IRSN, le CEPN de J. Lochard et le cabinet *Mutadis* de G. Hériard-Dubreuil (durée : 2015-2020 ; budget : 29 million d'euros).
- PLATENSO: *Platform for Enhanced Societal Research related to nuclear energy in Central and Eastern Europe* (durée : 2013-2016 ; budget : 1,2 million d'euros).

La déclaration publique de Jean-René Jourdain, adjoint à la *Direction de la protection de l'homme* à l'IRSN, et Tanja Perko, du Centre de recherche nucléaire belge (SCK-CEN), co-pilotes de RICOMET, datée d'octobre 2015, quelques mois après la première conférence qui s'est tenue du 15 au 17 juin 2015 au château de Brdo, en Slovénie³⁴, donne tout son relief au soutien de NTW et de Michèle Rivasi, sa présidente, à cette initiative. Il s'agit de :

« Donner forme à des trajectoires de recherche et de développement socialement souhaitables (ce qui) implique des approches méthodologiques et des activités transversales afin d'élaborer une justification sociale forte. Des ressources plus importantes devraient être consacrées aux dialogues et à la participation des parties

32 <http://www.sfen.org/fr/le-blog-des-energies/transparence-la-france-peut-faire-cocorico>

33 <http://www.nuclear-transparency-watch.eu/a-la-une/ntw-supports-the-ricomets-appeal.html>

34 <http://ricomet2015.sckcen.be/>

prenantes, afin d'établir des forums socio-technologiques (conférences, groupes d'étude pluraliste, etc.). »³⁵

Forts de l'expérience de Fukushima, Jean-René Jourdain et Tanja Perko proposent donc de développer des politiques de communication du risque visant, particulièrement en cas de catastrophe nucléaire, à limiter tout mouvement de population, toute tension sociale et toute forme de « désinformation » liées aux effets sanitaires de l'exposition au rayonnement ionisant. Il s'agit aussi de construire de toutes pièces une « forte justification sociétale » permettant de garantir, grâce à des « dialogues entre parties prenantes » et des « forums pluralistes », la pleine acceptabilité de la menace nucléaire, notamment (mais pas seulement) dans les pays d'Europe de l'Est, nouveaux arrivants dans la cour des pays en voie de développement de leur nucléarisation (Slovénie, République Tchèque, Bulgarie, Roumanie, Pologne), où se tiennent incidemment les conférences RICOMET.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de l'enthousiasme du même Jean-René Jourdain de l'IRSN, face à cette nouvelle manne européenne visant à définir les conditions « éthiquement » acceptables d'une contamination radioactive, lui qui, le 7 mars 2012, affirmait, concernant le désastre de Fukushima, qu'« à l'intérieur de la zone évacuée de 20 km autour de la centrale, la dose serait montée à 50 millisieverts » (par an), mais qu'« en dessous de 100 millisieverts, nous n'avons pas de preuve d'un lien de cause à effet avec les maladies. »³⁶

Cette affirmation, qui fait figure de fondement scientifique à la doctrine du « vivre avec », est fautive. Contrairement à ce que soutient Jean-René Jourdain, nous avons à notre disposition un nombre important de travaux apportant des preuves épidémiologiques de la nocivité de l'exposition au rayonnement ionisant en deçà de 100 millisieverts par an. La particularité de ces travaux les plus récents réside, d'une part, dans la taille importante des populations prises en compte, ce qui permet de bénéficier de bons intervalles de confiance pour les résultats obtenus, et d'autre part, dans la démonstration que ces travaux font de l'existence d'effets sanitaires à très faibles doses (voir l'encadré qui suit). L'ironie veut que deux chercheurs du même IRSN, Klervi Leuraud et Dominique Laurier, soient co-auteurs d'une des plus récentes de ces études, cosignée par une équipe internationale de treize chercheurs.

Travaux apportant des preuves épidémiologiques de la nocivité de l'exposition au rayonnement ionisant en deçà de 100 millisieverts par an

Travaux récents :

Leuraud, Klervi et al. (2015) Ionising radiation and risk of death from leukaemia and lymphoma in radiation-monitored workers (INWORKS): an international cohort study. *The Lancet Haematology*. Published Online: 21 June 2015.

<http://www.thelancet.com/journals/lanhae/article/PIIS2352-3026%2815%2900094-0/fulltext>;

³⁵ <http://ricomet2015.sckcen.be/~media/Files/Ricomet2015/RICOMETdeclaration.pdf>

³⁶ <http://www.20minutes.fr/planete/893319-20120307-fukushima-an-apres-les-cancers-thyroide-mettent-moins-cinq-ans-apparaître>

- Zablotska et al.** (2012) Radiation and the Risk of Chronic Lymphocytic and Other Leukemias among Chernobyl Cleanup Workers. *Environmental Health Perspectives* <http://dx.doi.org/10.1289/ehp.1204996> Online 8 November 2012.
- Pearce et al.** (2012) Radiation exposure from CT scans in childhood and subsequent risk of eukaemia and brain tumours: a retrospective cohort study. *The Lancet*. June 7, 2012. 380: 499-505. DOI:10.1016/S0140-6736(12)60815-0, <http://press.thelancet.com/ctscanrad.pdf>.
- Kendall G M, M P Little, R Wakeford, K J Bunch, J C H Miles, T J Vincent, J R Meara and M F G Murphy** (2012) A record-based case-control study of natural background radiation and the incidence of childhood leukaemia and other cancers in Great Britain during 1980–2006. *Leukemia* (5 June 2012) | doi:10.1038/leu.2012.151.
- Travaux plus anciens :**
- Baverstock K. et al.** (1981) "Risk of Radiation at Low Dose Rates," *Lancet* 1: 30-433. Feb. 21, 1981.
- Baverstock K., J. Vennart,** (1983) "A Note on Radium Body Content and Breast Cancers in U.K. Radium Luminisers," *Health Physics* 44, Suppl.No.1: 75-577.
- Baverstock K., D.G. Papworth,** (1987) "The U.K. Radium Luminizer Survey," *British J. of Radiology*, Supplemental BIR Report 21: 1-76. (BIR = Brit. Inst. of Radiology).
- Boice, J., R.R. Monson,** (1977) "Breast Cancer in Women after Repeated Fluoroscopic Examinations of the Chest," *J. of the Natl. Cancer Inst.* 59: 23-832.
- Boice, J. et al.** (1978) "Estimation of Breast Doses and Breast Cancer Risk Associated with Repeated Fluoroscopic Chest Examinations..." *Radiation Research* 73: 73-390.
- Cardis E et al.** (2005) Risk of cancer after low doses of ionising radiation: retrospective cohort study in 15 countries. *BMJ* 2005;331:77.
- Dale L. Preston, Yukiko Shimizu, Donald A. Pierce, Akihiko Suyama, and Kiyohiko Mabuchi** (2003) Studies of Mortality of Atomic Bomb Survivors. Report 13: Solid Cancer and Noncancer Disease Mortality: 1950–1997. *Radiation Research*: October 2003, Vol. 160, No. 4, pp. 381-407.
- Darby et al.** Radon in homes and risk of lung cancer: collaborative analysis of individual data from 13 European case-control studies. *BMJ* 2005;330:223.
- Doody MM et al** Land CE for the US Scoliosis Cohort Study Collaborators. Breast cancer mortality following diagnostic x rays: Findings from the US Scoliosis Cohort Study. *Spine* 25 (2000): 2052-2063.
- Harvey E. et al.** (1985) "Prenatal X-Ray Exposure and Childhood Cancer in Twins," *New England J. of Medicine* 312, No.9: 541-545. Feb. 28.
- Hoffman D. et al.** (1989) "Breast Cancer in Women with Scoliosis Exposed to Multiple Diagnostic X-Rays," *J. of the Natl. Cancer Inst.* 81, No.17: 1307-1312. Sept. 6.
- Howe, G.** (1984) "Epidemiology of Radiogenic Breast Cancer," pp.119-129 in (book) *Radiation Carcinogenesis: Epidemiology and Biological Significance*, edited by John D. Boice, Jr., and Joseph F. Fraumeni. Raven Press, New York City.
- Jacob P et al.** Childhood exposure due to the Chernobyl accident and thyroid cancer risk in contaminated areas of Belarus and Russia. *British Journal of Cancer* 80.9 (1999): 1461.
- MacMahon, B.** (1962) "Prenatal X-Ray Exposure and Childhood Cancer," *J. of the Natl. Cancer Inst.* 28: 1173-1191.
- Miller A. et al.** (1989) "Mortality from Breast Cancer after Irradiation during Fluoroscopic Examinations..." *New England J. of Medicine* 321, No.19: 1285-1289.
- Modan B. et al.** (1977) "Thyroid Cancer Following Scalp Irradiation," *Radiology* 123: 741-744.
- Modan B. et al.** (1989) "Increased Risk of Breast Cancer after Low-Dose Irradiation," *Lancet* 1: 629-631. March 25.
- Myrden J.A, J.E. Hiltz,** (1969) "Breast Cancer Following Multiple Fluoroscopies during Artificial Pneumothorax Treatment of Pulmonary Tuberculosis," *Canadian Medical Assn. Journal* 100: 1032-1034.
- Noschenko et al.** 2001. Patterns of Acute Leukemia Occurrence Among Children in the Chernobyl Region. *Intl J of Epidemiology* 30, 125-129.
- Ron E and Schneider AB.** Thyroid cancer. *Cancer epidemiology and prevention* 3 (1996): 975-994.
- Sont WN, Zielinski JM, Ashmore JP, Jiang H, Krewski D, Fair ME, et al.** 2001. First analysis of cancer incidence and occupational radiation exposure based on the National Dose Registry of Canada. *Am J Epidemiol* 153:309-318.

Stevens et al Leukemia in Utah and Radioactive Fallout From the Nevada Test Site: A Case-Control Study. *JAMA*. 1990;264(5):585-591. :10.1001/jama.1990.03450050043025.

Stewart A, Webb J, Giles D, and Hewitt D (1956) Malignant disease in childhood and diagnostic irradiation in utero. *Lancet* 271, 447.

Stewart A. et al, (1958) "A Survey of Childhood Malignancies," *British Medical Journal* 2: 1495-1508.

Stewart A., George W. Kneale, (1970) "Radiation Dose Effects in Relation to Obstetric X-Rays and Childhood Cancers," *Lancet* 1: 1185-1188.

On ne s'étonnera pas plus de la détermination de l'engagement d'une des principales organisatrices de RICOMET, susnommée Tanja Perko, du SCK-CEN belge, dont le gargantuesque *curriculum vitae* met en lumière les sinistres attendus de cette foire à l'humanisation du nucléaire et de ses dégâts : « 15 ans d'expérience en communication du risque, analyse des médias, perception du risque, implication des parties prenantes dans la remédiation environnementale, enquêtes d'opinion », dont plusieurs années en tant que « Directrice de l'Office des relations publiques des forces armées slovènes, ministère de la Défense », et des interventions en tant que « consultante dans divers projets de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique relatifs à l'implication des parties-prenantes, à la communication sur la remédiation environnementale, et à la communication en situation d'urgence radiologique et nucléaire. »

Voici donc la teneur de cette « société civile », « citoyennement » conviée à la table des discussions sur la « sûreté nucléaire comme bien commun », par NTW, M. Rivasi, C. Lepage et G. Hériard-Dubreuil, sous contrôle des techniques de propagande développées par d'ex-agents de l'armée !

On ne s'étonnera pas enfin de (re)trouver Tanja Perko aux côtés de Nadja Železnik – vice-présidente de l'association NTW de M^{mes} Rivasi et Lepage, membre du comité de gestion de la conférence RICOMET 2015, son institution de rattachement, le Centre Régional pour l'Environnement de Slovénie en assurant le secrétariat – en tant que cosignataire d'un article dans lequel les deux « expertes » en communication du risque concluent : « Nos résultats suggèrent qu'une communication efficace sur le risque ne doit pas seulement se concentrer sur le savoir, mais aussi sur des indicateurs plus heuristiques telles que la perception du risque, ou l'attitude adoptée vis-à-vis des risques communiqués. »³⁷

Autrement dit, si, avant comme après une catastrophe nucléaire, on veut s'assurer de faire passer un message auprès des populations, mieux vaut s'adresser à leurs croyances qu'à leur appétence pour la raison.

Dans un dossier rassemblant les résumés des communications de la conférence RICOMET 2015, on trouve encore, page 59, cette perle signée des deux accommodatrices qui en dit long sur la représentation que se font les communicants nucléaristes de la « société civile » dont ils appellent la « participation citoyenne » de leur vœux : « Le but de cette présentation est de mettre en lumière les principales contraintes sociétales que les organisations dans les différents états membre de l'AIEA peuvent rencontrer lorsqu'elles veulent mettre en place des programmes de

³⁷ Zeleznik Nadja *et alii*, Is Knowledge Important? Empirical Research on Nuclear Risk Communication in Two Countries. *Health Physics*: June 2012 - Volume 102 - Issue 6 - p 614–625.

décommissionnement et de remédiation environnementale »³⁸

Encore et toujours, pour les thuriféraires de l'accommodation à la fatalité radioactive, la société est, en effet, une « contrainte » dont il faut se débarrasser, en lui tendant la traître main gantée de velours de la « participation », mission que se donnent M^{me} Rivasi et son association NTW.

II. LA PROMOTION D'UN RAPPORT À LA GLOIRE D'ETHOS, ET DE L'ACCOMMODATION À LA RADIOACTIVITÉ

L'engagement dramatique de Michèle Rivasi, de Corinne Lepage et de leurs amis de *Nuclear Transparency Watch* en faveur d'une institutionnalisation de la soumission au pire ne s'arrête pas là. Les tristes sires placent en effet en tête de gondole de leur site internet un édifiant rapport intitulé : « *Populations locales faisant face aux conséquences à long terme des accidents nucléaires: Enseignements tirés depuis Fukushima et Tchernobyl* »³⁹, paru le 4 janvier 2016, dont le résumé pourrait suffire à comprendre l'ampleur du problème :

« Ce rapport tire les leçons de l'expérience des acteurs devant faire face directement à moyen et long terme aux conséquences d'un accident nucléaire. Ce texte compare le contexte post-Tchernobyl en Norvège et en Biélorussie, et le contexte post-Fukushima au Japon. Dans ces deux cas, des acteurs locaux directement concernés par les situations postaccidentelles ainsi que des experts, des représentants d'autorités nationales et d'ONGs (organisations non gouvernementales) soutenant les populations locales, ont des informations précieuses à partager. Ce rapport est fondé sur les travaux du projet européen de recherche PREPARE, du projet européen ETHOS, du programme de coopération internationale CORE, du projet FAIRDO et de l'expérience de terrain de plusieurs ONGs, en tant que bases d'initiatives citoyennes florissantes dans les pays démocratiques. »

Les promotions étant saisonnières par définition, en date du 4 mai 2016, le rapport en question n'était plus accessible en première page du site de NTW, mais via le lien indiqué ci-dessous, toujours sur le même site⁴⁰. Cette modification de magasinage semble avoir fait suite au débat que nous avons engagé avec Michèle Rivasi le 23 avril 2016, au sujet des activités de son association NTW, lors d'une manifestation intitulée « Tchernobyl23 », censée « commémorer la catastrophe de Tchernobyl »⁴¹.

³⁸ Book of abstracts, International conference: RICOMET 2015, *Risk perception, communication and ethics of exposures to ionising radiation*, June 15-17, 2015, Brdo Congress Center, Slovenia.

³⁹ Les auteurs de ce rapport sont : Margarethe Eikermann (Autorité norvégienne de radioprotection) ; Gilles Hériard Dubreuil (Mutadis, NERIS) ; Stéphane Baudé (Mutadis, NERIS) ; David Boilley (ACRO) ; Hiroshi Suzuki (Université Fukushima) ; Takehiko Murayama (Tokyo Institute of Technology) ; Thierry Schneider (CEPN, NERIS) ; Julien Dewoghélaère (Mutadis, NERIS) ; Yves Marignac (WISE Paris) ; Julie Hazemann (EnerWebWatch) ; Kenji Nanba (Université de Fukushima) ; Hideyuki Mori (Institut des stratégies environnementales mondiales).

⁴⁰ <http://www.nuclear-transparency-watch.eu/wp-content/uploads/2016/02/PopulationLongTermNuclearAccident.pdf>

⁴¹ La séance en question figure ici : <https://www.youtube.com/watch?v=9dQ0v8AQRnl>. Il nous est difficile d'interpréter cette si soudaine mise au placard : correspond-elle à une difficulté de la part de M^{mes} Rivasi et

Voyons tout de même de plus près ce que contient ce rapport édifiant, dont l'un des co-auteurs, David Boilley, « expert indépendant » président de l'ACRO, membre de NTW, fait, lui aussi, preuve de dextérité en matière de grand écart, entre les bilans alarmistes chargés d'un humanisme compatissant qu'il dresse régulièrement sur la situation à Fukushima et sa souscription active et volontaire à la doctrine de l'accommodation des populations à la contamination radioactive prônée par Gilles Hériard-Dubreuil et NTW. Co-signant ce rapport à la gloire des programmes Ethos et CORE de réhabilitation des zones contaminées, tout en clamant sur le site de son association, que l'ACRO ne « s'engage en aucun cas dans un processus de co-gestion des risques », D. Boilley ne fait, une fois de plus, que nourrir l'illisibilité de ses positions. Ce qui est toutefois plus claire, c'est l'opportune plasticité de ces dernières, qui apparaît même sans limite lorsque l'on sait que l'ACRO a bénéficié en 2015 d'une commande de l'ANCCLI, présidée par M. Delalonde, rappelons-le, un des actuels vice-présidents de NTW, portant sur « les forces et faiblesses des plans particuliers d'intervention français », dont « l'objectif est d'apporter un regard critique, constructif et d'émettre des recommandations. »⁴² Le louvoiement serait-il le destin des prestataires de services ?

A) La ritournelle des programmes d'accommodation à la radioactivité

On retrouve dans le rapport « *Populations locales faisant face aux conséquences à long terme des accidents nucléaires: Enseignements tirés depuis Fukushima et Tchernobyl* », au mot près, toute la rhétorique des programmes Ethos, CORE et autres SAGE, sur les capacités d'auto-organisation des populations dans un contexte de « crise » nucléaire. Ainsi, lit-on en page 13 :

« Tandis que les politiques publiques, l'expertise, les soutiens économiques, financiers et sociaux demeurent essentiels, ce sont les gens qui assurent le rétablissement (...) Les sentiers ne sont pas linéaires dans une situation post-accidentelle caractérisée par les incertitudes, l'information incomplète, et le besoin d'acteurs non-spécialisés, capables de gérer la contamination radioactive dans leur vie quotidienne. L'expérimentation, les essais et les erreurs, la révision des objectifs et des stratégies sont inévitables. »

Nul doute que les deux millions d'habitants du département de Fukushima, ainsi que les millions d'autres vivant dans les régions limitrophes ayant vu passer le nuage radioactif, pourront témoigner de « l'expérimentation », des « essais » et des « erreurs » dont ils sont les protagonistes.

« Le principal moteur d'un rétablissement post-accident, est-il écrit page 40, ce sont les gens eux-mêmes, aux niveaux personnel, familial et communautaire. »

Nous retrouvons la psychologisation chère à la méthode Ethos, que Gilles Hériard-Dubreuil a développée en tandem avec Jacques Lochard depuis les années 1990, à Tchernobyl, avant qu'elle ne soit « recyclée » à Fukushima. Le ressort de cette psychologisation est la transformation d'une réalité scientifique et sociale – la

Lepage à assumer leurs inquiétantes collaborations, ou est-ce un début de désaveu à l'encontre de Gilles Hériard-Dubreuil ? L'avenir nous le dira. En attendant, nous devons nous contenter de ce nettoyage de vitrine.

⁴² Rapport de l'ASN sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2015 (avril 2016), p. 195.

contamination radioactive et ses dégâts –, en phénomène devant faire l'objet d'une appréciation individuelle fondée sur une perception subjective elle-même tributaire de l'état mental et nerveux de chacun. Les « leçons » tirées des catastrophes nucléaires prennent des allures de ritournelles.

« La reconstruction de projets de vie pour leur famille et leur communauté, est-il écrit enfin, est au cœur des préoccupations des acteurs locaux. Cela intègre des dimensions humaines et sociales, des questions de protection sanitaire ou de viabilité économique, et comprend les capacités à recouvrer de l'autonomie et de la dignité – individuellement et en tant que communauté. Le rétablissement n'est pas seulement un problème pour les gens qui restent ou retournent dans les zones contaminées, mais aussi pour ceux qui reconstruisent leur vie ailleurs. »

Ainsi, selon Hériard-Dubreuil et l'ensemble des planificateurs de l'adaptation à la radioactivité, on retape sa vie comme on rénove un immeuble... et on en profite pour rappeler que ceux qui fuient la contamination ne sont, au final, pas mieux lotis que ceux qui restent le nez dedans, entretenant par là une confusion qui voudrait faire passer la nécessité naturelle de se mettre à l'abri de ce qui rend malade et qui tue, pour bien plus douloureuse que la maladie ou la mort elle-même.

Le tout se pare d'un jargon de l'authenticité pontifiant et pseudo-concret dans lequel les appels à l'autonomie, la dignité, la communauté et l'humain, ne font rien d'autre qu'emprunter un pâle reflet de transcendance à la théologie. Tout au plus cette fétichisation de la « communauté », qui n'est rien d'autre ici qu'un état dans lequel un individu est absolument assujéti au fonctionnement du *tout radioactif*, contribue-t-elle à ligoter la conscience et à l'obscurcir. De fait, le phantasme consistant à vouloir réinsérer de l'humain ou de l'individuel dans l'administration du désastre nucléaire, ne peut aboutir qu'à une privation des qualités que l'on espère préserver. Seule la conscience des rapports socio-techniques existants auxquels ils sont soumis peut faire naître de telles qualités chez les individus et contribuer à ce que chacun les modifie. Or, conforter les gens dans le délire selon lequel ils sont des sujets autonomes, alors qu'ils sont conscients qu'ils ne peuvent pas ne pas se plier aux rapports dont ils sont prisonniers, c'est vouer à l'échec toute possibilité d'*échappée*. Dans ce contrôle scientifique des conditions de vie dont les cogestionnaires du désastre nucléaire tracent les lignes, il s'agit avant tout, afin de stabiliser les individus, de conditionner les populations en les encourageant à stimuler des réflexes et des comportements induits par des modifications du monde environnant. Cette recherche de l'adaptation parfaite passe par l'intériorisation et l'acceptation de toutes les formes de pressions que la contamination radioactive fait naître.

Quant au sacro-saint principe éthossien du ALARA (*As Low as Reasonably Achievable : Aussi Faible qu'il est Raisonnablement Possible*), qui consiste à inciter chacun à rester vivre dans les zones contaminées tout en « optimisant » son exposition à la radioactivité en fonction du coût économique et social de sa protection, et à ainsi maximiser, à défaut de les soigner, le nombre de personnes contraintes de suivre un protocole de contrôle et de mesure, afin de survivre dans la contamination à moindre coût, on le retrouve dans l'ensemble du dit rapport. Ainsi, page 33 :

« Des arbitrages peuvent s'avérer nécessaires (par exemple protection sanitaire versus sauvegarde des activités économiques et sociales), et ils ne peuvent être résolus que dans les contextes locaux par les gens eux-mêmes. »

Ou, page 36 :

« Dans les contextes post-accident, l'efficacité des politiques publiques conventionnelles est entravée par la rupture des liens sociaux et la montée de la défiance des populations vis-à-vis des différentes sortes d'autorités, qu'elles soient politiques, professionnelles ou scientifiques. Les acteurs locaux et les communautés sont souvent laissés sans recours social, ce qui génère de l'isolement et du désespoir parmi les victimes. »

Il est intéressant de constater que ce sont les médiateurs du désastre tels que Gilles Hériard-Dubreuil et Jacques Lochard qui, passés maîtres dans l'art de se rendre indispensables dans l'administration des désastres nucléaires⁴³, d'un côté, insufflent une défiance vis-à-vis de la science, en semant le doute et l'ignorance notamment sur les effets sanitaires de l'exposition aux faibles doses de rayonnement ionisant, et qui, de l'autre côté, déplorent « la montée de la défiance des populations vis-à-vis des différentes sortes d'autorités », et versent des larmes de crocodiles sur « les communautés sans recours social », et sur « l'isolement et le désespoir des victimes. » Heureusement, résilience aidant, tel un miraculeux remède, les médiateurs aideront à recoller les morceaux de ce qu'ils auront contribué à détruire.

On retrouve, dans cette représentation fonctionnaliste de la société comme vaste machinerie dont chacun serait un rouage en attente de remplacement, l'idéologie des « dialogues » entre « parties prenantes » de la contamination radioactive, notamment, page 37 :

« Au lieu de l'approche traditionnelle qui cherche aveuglément une solution unique et qui vise à atteindre un consensus, il est important d'avoir des tables rondes de discussions permettant aux parties prenantes d'exprimer et de respecter les opinions et les priorités différentes, et d'identifier des solutions à facettes multiples. Les experts jouent un rôle clé, en facilitant avec calme, de manière professionnelle et efficace les discussions entre les représentants des autorités et les citoyens. »

Ainsi, pour l'organisation intégrale de la société plongée dans la contamination radioactive, on demande un « optimum », sans que soit évoqué la faille qui reste à surmonter avant que cet optimum soit atteint. Il suffit de s'asseoir raisonnablement autour d'une table – « ronde » si possible, afin de mieux servir un dangereux plat unique – pour que tout s'arrange, tant il est vrai que les nouveaux médiateurs sont là avant tout pour... « calmer » et éviter le « scandale » :

« (À Fukushima) les citoyens ont contraint le processus à être plus ouvert. Ils ont réalisé leurs propres cartes en parallèle du travail des autorités, et mis en place des stations de mesure permettant de contrôler les contaminations de l'alimentation et

⁴³ Nous empruntons la notion d' « administration du désastre », à René Riesel et Jaime Semprun, co-auteurs de *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, aux Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2008.

internes. Au final, les cartes de contamination sont bien connues et il n'y a plus aucun scandale lié à la suspicion d'une contamination des aliments. » (p.37).

B) L'exploitation des « initiatives citoyennes »

« Le programme CORE, lit-on en page 40 du même rapport, a identifié le rôle clé des acteurs locaux dans le rétablissement et vise à soutenir des initiatives portées par les acteurs locaux, déléguant en partie la gouvernance du processus de rétablissement. Le *crowdsourcing* et les systèmes citoyens de mesure représentent un potentiel de contrôle de la radioactivité au niveau local qui va bien au-delà de celui proposé par les capacités institutionnelles. Dans le contexte post-Fukushima, les initiatives citoyennes s'acquittant des mesures ont été, dans un premier temps, méprisées par les autorités, puis elles ont été tolérées et même parfois encouragées (par exemple en fournissant des appareils de mesure aux citoyens pour identifier les points chauds dans leur municipalité). Le développement d'une culture pratique et contextualisée de la protection radiologique parmi les habitants locaux a été facilité par des professionnels de la santé (voir l'expérience du Dr. Tsubokura). »

D'une part, on rappellera, avec Cécile Asanuma-Brice, que « lors d'un symposium qui s'est tenu à Fukushima le 27 février 2016 sur la question de la possibilité ou non de revenir vivre dans les villages évacués, Tetsuji Imanaka, professeur en physique du nucléaire à l'Institut de recherche sur les réacteurs nucléaires de l'université de Kyôto, estimait que malgré une baisse naturelle du taux de contamination environnemental, celui-ci est encore par endroit 10 à 20 fois supérieur au taux d'avant l'accident. Selon lui, la politique du refuge reste d'actualité, d'autant qu'il est totalement impossible d'enlever la contamination des montagnes environnantes. »⁴⁴

D'autre part, faisant mine d'ignorer que la mesure de la radioactivité, aussi « citoyenne » et « crowdsourcée » soit-elle, ne fait guère plus que... mesurer, et qu'elle ne peut constituer en aucun cas une protection face à l'implacable, on voit comment les médiateurs de la cogestion des dégâts tirent parti des « initiatives citoyennes » pour en faire des relais naturels de leur politique d'aménagement de la vie mutilée. De fait, au fur et à mesure que s'est mise en place l'aide fournie par des groupes citoyens, des ONG, des structures plus ou moins indépendantes, l'État et ses missionnaires ont fait des habitants de Fukushima, indéniablement et sous couvert de « participation citoyenne », des cogestionnaires du désastre. On pourra nous opposer que cet élan civique a relevé de la spontanéité, voire de l'amour du prochain, que l'État n'a donné aucun ordre allant dans ce sens, que chacun était, et reste, libre de « s'engager » dans de tels mouvements, certes ! Cependant, beaucoup des hommes et des femmes qui l'ont fait, ont fait le jeu de l'État. La plupart de ces groupes citoyens ont appelé les habitants à s'équiper de dosimètres, les ont aidé à s'en procurer ou à s'en fabriquer sur le mode *do-it-yourself*, les ont assistés dans la tâche illusoire d'une impossible décontamination, ont réuni des fonds aux sommes parfois colossales pour acheter des équipements permettant

44 Cécile Asanuma-Brice, sociologue à la Maison franco-japonaise de Tokyo : <http://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/nucleaire/20160322.OBS6918/tribune-fukushima-temps-de-la-fin-contre-fin-des-temps.html>

d'effectuer des anthropogammamétries (mesure de la radioactivité du corps humain), y ont fait asseoir leurs congénères pour leur asséner des chiffres dont ils ne savaient que faire, ont élaboré des cartes des retombées radioactives au mètre près, ont ouvert des dispensaires dédiés à l'évaluation des doses reçues et au suivi sanitaire des populations. Certes, ces « initiatives citoyennes » ont visé à rendre compte d'une réalité dont les protagonistes estimaient qu'elle était niée par les autorités. Mais, ce faisant, plutôt que de les mener à « sauver leur vie » – comme l'ont fait certaines structures, dans le Yamanashi par exemple, aidant les gens à refaire leur vie ailleurs, et comme continuent de le faire d'autres groupes d'habitants réclamant une désertion pure et simple des zones contaminées⁴⁵ –, la plupart d'entre elles, à défaut d'apporter une véritable prophylaxie comme celle développée par l'*Institut Belrad* à Tchernobyl, à travers notamment des cures de pectine destinées aux enfants contaminés, ont aidé les gens à rester sur place, ce qui a conforté l'État dans la réalisation de son objectif, qui, dès le début des événements, a été de limiter les mouvements de population. Ce faisant, plutôt que de remettre en question la thanato-politique de folles sociétés humaines bâties sur le danger et le gouvernement par la mort, ces structures ont appris et apprennent encore aux gens à « vivre avec », attendu que le dosimètre, devenu véritable outil de sauvetage de la société nucléaire, créerait le miracle.

L'exemple typique est le cas de l'association « *Ethos in Fukushima* », qui a vite été récupérée par la *Commission Internationale de Protection Radiologique* (CIPR) et ses « dialogues ». Très rapidement après la catastrophe de mars 2011, différentes associations et individus ont souhaité un rapprochement avec des structures locales ou étrangères, parce qu'ils étaient objectivement égarés. C'est ainsi qu'un certain nombre des dites « réactions autonomes » que l'on a vu apparaître ont cherché des partenaires pour s'étendre, et sont à l'origine de la cogestion actuelle, sur laquelle des « experts » parachutés sont venus se greffer, forts de leur « expérience » et des moyens financiers et de communication qui leur sont alloués par les autorités qui les soutiennent. Il n'y a donc pas, contrairement à la représentation simpliste qu'en donnent certains militants antinucléaires, les bienveillants citoyens d'un côté et le « lobby criminel » de l'autre, nombre de « citoyens » s'étant embarqués dans la galère cogestionniste, que cette dernière soit ensuite détournée par des instances nucléaristes nationales ou internationales comme la CIPR, ou qu'elle reste autonome⁴⁶.

Quant aux « professionnels de la santé » censés dispenser la « culture pratique de la protection radiologique » aux mérites tant attendus, auxquels faits référence le rapport

45 Voir l'entretien avec le physicien des réacteurs nucléaires Hiroaki Koide, que nous avons publié en juin 2013 en collaboration avec C. Asanuma-Brice, dans lequel il recommande : « L'unique solution est la fuite ». <http://rue89.nouvelobs.com/2013/07/03/crime-detat-a-fukushima-lunique-solution-est-fuite-243864> ; voir également notre entretien publié également avec C. Asanuma-Brice en mai 2013, avec Masumi Kowata, habitante évacuée de Okuma, village situé à 5 km de la centrale de Fukushima Daiichi. Mme Kowata est élue au conseil municipal de sa commune et réclame, à l'encontre de l'idéologie du « besoin du retour au pays natal », le non-retour des populations afin de convertir les terrains contaminés en zones de stockage des déchets radioactifs générés par l'accident de la centrale. <http://rue89.nouvelobs.com/rue89-planete/2013/05/22/fukushima-vie-desormais-cest-creuser-tombe-242483>

46 Voir notre contribution « Fukushima : Cogérer l'agonie », parue le 15 mars 2015 : <http://www.pauljorion.com/blog/2015/03/13/fukushima-cogérer-lagonie-par-nadine-et-thierry-ribault/>

de Gilles Hériard-Dubreuil publicisé par NTW, afin d’asseoir sa légitimité scientifique, ils méritent que nous nous attardions sur les particularités de leur profil. Le Dr. Masaharu Tsubokura, mobilisé telle une icône non seulement dans ce rapport, mais aussi sur le site co-produit par le CPEN de J. Lochard et l’IRSN à la gloire des « dialogues de Fukushima »⁴⁷, est un jeune médecin de l’université de Tokyo nommé après le désastre, responsable de l’hôpital général de Minamisoma, située à 25 km de la centrale de Fukushima Daiichi. Doté d’un anthropogammamètre *Fatscan* fraîchement livré par la firme *Canberra*, filiale d’AREVA NC, le Dr. Tsubokura niait, lorsque nous l’avons rencontré en novembre 2012, toute forme de contamination dans la ville, où pourtant, cinq ans après la catastrophe, 90% des 27.000 habitants encore évacués – soit 37% de la population totale de 72 000 habitants – ont choisi de ne pas revenir vivre dans les zones exposées à 20 mSv par an, réouvertes à l’habitation. La négation de l’évidence de la part de ce médecin de circonstance ne s’arrêtera toutefois pas là.

En janvier 2015, le Dr. Tsubokura et son équipe ont fait paraître un article⁴⁸ dans lequel ils expliquent que les niveaux de radiation enregistrés par les dosimètres des habitants sont trois fois inférieurs à ceux mesurés par les bornes des autorités, notamment à cause de l’hypothèse qui est faite de 8 heures par jour passées à l’extérieur par la population, principalement les enfants, alors qu’en réalité, selon Tsubokura, 97% des enfants ne passent que 4 heures par jour dehors ou moins. D’une part, on appréciera l’idéologie de la survie qu’insuffle ce type de remarque méthodologique établie par Tsubokura et son équipe, selon lesquels, face à un contexte de contamination, on doit sa seule capacité à résister au fait de limiter le temps que l’on passe dehors ; comme si, par ailleurs, la contamination radioactive ne traversait ni les murs, ni les parois, bien souvent en bois, des habitations. D’autre part, on note que le même médecin soutenait dans notre entretien de novembre 2012, que le problème le plus préoccupant pour la population vivant à proximité de la centrale n’était pas l’exposition à la radioactivité mais le fait que les jeunes ne sortaient pas assez et ne faisaient pas suffisamment d’exercice en plein air, ce qui avait pour conséquence une progression de l’obésité et des troubles cardiovasculaires, « des maux bien plus graves que l’exposition aux rayonnements ionisants. »⁴⁹ Si l’on suit donc les recommandations de l’époque du Dr. Tsubokura, les jeunes auraient dû sortir plus pour profiter du « bon air », alors que, si l’on considère les réserves qu’il émet dans son article de 2015 sur la qualité des mesures du rayonnement, on devrait en conclure qu’accroître son temps passé à l’extérieur ne contribue qu’à l’accroissement des niveaux de radiation enregistrés auxquels on s’expose. Comprend qui pourra.

À ce tissu d’incohérences, on peut ajouter que la revue britannique dans laquelle Tsubokura et son équipe ont publié leur article est gérée par la *School of Public Health* à Londres, financée par *l’Imperial College of London*, institution abritant la *Chernobyl Tissue Bank* co-financée par la Fondation Sasakawa (encore appelée au Japon la *Nippon Foundation*), fondation d’extrême droite pronucléaire, co-organisatrice et co-financeur

47 <http://www.fukushima-dialogues.com/>

48 <http://www.pubfacts.com/detail/25437518/Absence-of-internal-radiation-contamination-by-radioactive-caesium-among-children-affected-by-the-Fuk>

49 Entretien réalisé par C. Asanuma-Brice, A. Saulière et T. Ribault, Minamisoma le 2 novembre 2012.

de l'*Initiative de Dialogue pour la réhabilitation des conditions de vie après l'accident de Fukushima* présidée par J. Lochard⁵⁰. Un des co-auteurs de l'article en question était d'ailleurs en séjour de recherche à la *Chernobyl Tissue Bank* au moment de sa publication, institution dont la directrice, Gerry Thomas, affirmait sans retenue lors d'un colloque de la *Nippon Foundation* à Fukushima : « Finalement, le cancer de la thyroïde est facilement soigné, et le Japon a à sa disposition des tests et des options de traitement très efficaces. », avant de conclure, rassurante : « De nos jours, avoir un cancer ne signifie plus mourir. »⁵¹ De fait, le chiffre de 8,2 millions de morts annuels liés au cancer recensés par l'OMS dans le monde, qui devrait passer à 13 millions dans les prochaines années, en témoigne⁵².

C'est bien là toute la filiation dans laquelle s'inscrit Gilles Hériard-Dubreuil, filiation que Michèle Rivasi et Corinne Lepage font mine d'ignorer, dans le pacte de blanchiment qu'elles ont signé avec ce dernier dans le cadre de leur association *Nuclear Transparency Watch*.

C) La mise en auto-expérimentation des populations

Mais revenons au rapport dont NTW, cette association d'aveugles volontaires dont on comprend mieux le goût pour la « transparence », vante tellement les qualités.

« Dans la troisième phase post-accident, est-il écrit page 46, les politiques publiques visent non seulement à protéger les citoyens mais aussi à habiliter les citoyens et les communautés locales (qui ne se limitent pas aux autorités locales) à construire leur propre projet de vie. Les mécanismes de délégation sont introduits dans la gestion post-accidentelle, pour stimuler et encourager les initiatives citoyennes, et pour adapter les politiques publiques afin d'accroître les synergies. Ces différentes phases représentent une réorientation progressive des stratégies des autorités publiques aussi bien que des objectifs des citoyens et des communautés locales, évoluant d'une préoccupation portant sur la gestion des risques vers une perspective élargie de rétablissement de la qualité de vie humaine (qui inclut la gestion du risque mais ne s'y limite pas). »

Il faut ici entendre, sans craindre l'oxymore, qu'il est fait référence à la « qualité de vie humaine » dans la contamination radioactive. « Construire son propre projet de vie » dans la vie ordinaire relevant déjà de l'absurde, le construire en terrain contaminé, relève de la crétinerie dangereuse la plus complète.

Mobilisant les « capacités thésaurisées » des individus, y compris celles de résister à l'irradiation, chacun est censé réunir ses réserves de résistances à l'irrésistible, ambition

⁵⁰ La *Nippon Foundation* a été créée par Ryôichi Sasakawa, accusé de crime de guerre de rang A, jamais condamné puis libéré en 1948, se définissant comme « le fasciste le plus riche du monde », fondateur avec le Révérend Moon et Tchang Kaï-Chek, de la Ligue anticommuniste mondiale (WLAC). Ses liens avec les yakuza sont notoires. Pour une analyse du rôle de la *Nippon Foundation* dans le radionégationnisme voir : Nadine et Thierry Ribault, « [Les sanctuaires de l'abîme - Chronique du désastre de Fukushima](#) », Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2012, pp. 132-136.

⁵¹ Nippon Foundation International Expert Symposium : « *Radiation and Health Risks* », September 11-12, 2011, Fukushima.

⁵² World Cancer Report, 2014. OMS, 3 février 2014.

démessurée des adeptes de la « résilience »⁵³. Le négatif devient positif, et l'on pourrait même ajouter, avec le philosophe Jean-Jacques Delfour, qu'il devient « jouissif »⁵⁴. C'est toute l'ambition des « *dialogues de la CIPR* » à Fukushima, présidés par Jacques Lochard. Ces « dialogues », dans le pacte d'ignorance auquel ils proposent de souscrire au nom du primat de « la vie quotidienne », enjoignent à chacun de devenir « partie prenante » de sa propre irradiation, le tout dans un élan humanitariste et démagogique – on parle de « responsabilisation » et d'« empowerment » –, d'où sont évincées les vérités scientifiques établies devenues relatives, incertaines et discutables, notamment le fait que rester vivre dans la contamination engendre fatalement morbidité et mortalité.

Exemple concret de développement de cette « culture pratique radiologique » et de la *mise en auto-expérimentation* de chacun qu'elle suscite à Fukushima : lors d'un colloque, une responsable d'association d'aide aux mères de Fukushima rapportait, photos à l'appui, sous le regard bienveillant d'experts, comment, à une mère qui s'inquiétait du sort de son bébé dont le berceau était placé sous la fenêtre de la chambre, elle avait ingénieusement proposé d'une part, d'éloigner le berceau de la fenêtre, d'autre part, de mettre en place des rideaux de plomb – par bonheur agrémentés d'une doublure de tissu fleuri – ces astucieuses « initiatives citoyennes » permettant, mesures à l'appui, de « limiter les radiations provenant de la forêt contaminée. »

Ainsi, les habitants participant à l'initiative des « *dialogues de la CIPR* », se veulent les « experts de leur propre vie quotidienne ». Le souci de J. Lochard est de faire de « la culture pratique de la protection radiologique » une « manière de se comporter judicieusement dans un environnement contaminé (...) Les gens passant ainsi de la résignation à la créativité »⁵⁵.

Les allures d'ultra-démocratie de ce type de postures, tendant à faire de la gestion du risque nucléaire une affaire spontanée, subjective, locale et pragmatique, contribuent simultanément à amener les cogestionnaires à faire l'impasse sur les savoirs scientifiques existants, notamment les savoirs établissant une relation linéaire entre l'exposition au rayonnement ionisant dit à « faibles doses » et les risques sanitaires encourus. Ainsi, au nom du pragmatisme relativiste et une fois la science décrédibilisée, la démarche *Ethos* propose de combler les incertitudes scientifiques qu'elle contribue à créer en développant une « éthique », c'est-à-dire une croyance en dernier ressort. Le programme des « *dialogues de la CIPR* » à Fukushima, dont G. Hériard-Dubreuil se fait

53 Pour un approfondissement critique de la mobilisation du concept de « résilience » dans le contexte du désastre nucléaire de Fukushima, voir Cécile Asanuma-Brice, 2015, [De la vulnérabilité à la résilience, réflexions sur la protection en cas de désastre extrême - Le cas de la gestion des conséquences de l'explosion d'une centrale nucléaire à Fukushima](#), *Raison Publique*, novembre ; Voir également Thierry Ribault, 2016 (à paraître), « De l'inanité de la résilience en théorie et en pratique : le cas du désastre nucléaire de Fukushima », contribution au colloque « Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement », XXXII^{èmes} Journées du développement ATM 2016, Université de Lille, 1^{er}- 3 juin 2016.

54 Jean-Jacques Delfour, *La condition nucléaire. Réflexions sur la situation atomique de l'humanité*, L'Échappée, 2014. Voir notamment les pages 41-43.

55 J. Lochard, FMU-IAEA International Academic Conference, « *Radiation, Health, and Society* », November 21-24, 2013, Fukushima.

l'écho dans son rapport relayé par NTW et M. Rivasi, est donc bien un dispositif de médiation dont l'objectif est de développer la cogestion et l'autogestion du désastre nucléaire par des associations dites citoyennes. Cogérer, c'est ici faire le jeu de l'État, en maintenant dramatiquement les populations sur place, ce qui diminue d'autant, à court terme tout au moins, le coût d'un accident nucléaire.

D) L'institutionnalisation de l'angoisse et la réaffirmation du diktat des autorités

Les développeurs du logiciel *Ethos* d'aménagement de la survie en zones contaminées ne manquent pas d'en appeler au désormais classique discours anti-normes, notamment en page 49 du rapport :

« Le développement de nouvelles marges de manœuvre est cohérent avec le développement d'une culture pratique de la radioprotection par les acteurs locaux (...) Cela implique aussi de reconnaître la possibilité (et la légitimité) pour les acteurs locaux de mettre en place leurs propres objectifs de protection qui peuvent être plus draconiens que les normes existantes. Par exemple, une mère peut chercher à donner à ses enfants de la nourriture qui n'est pas contaminée, ou qui est contaminé à un niveau inférieur aux niveaux maximum de contamination admissible. »

In fine, en distillant une idéologie de la transparence, ce copier-coller de la démarche *Ethos* prétend s'adresser à la rationalité chez les individus, alors que, de fait, il s'adresse à leur irrationalité et la stimule à travers la décrédibilisation de l'approche scientifique et de ses résultats tangibles. La gestion par les normes n'est, selon Hériard-Dubreuil *et alii*, pas fonctionnelle, ce qui aurait un sens si ça revenait à affirmer comme le font de nombreux scientifiques, ainsi que nous venons de le voir, qu'au-dessus de 0 mSv par an, la radioactivité est inacceptable⁵⁶. Mais les éthossiens affirment que la norme doit être remplacée localement par des « valeurs de référence » sans statut réglementaire ou légal, et qui sont de simples recommandations destinées à faciliter l'action des individus. La notion de dose devenant ainsi obsolète, elle est remplacée par un univers d'indicateurs positifs d'information tel que le « budget annuel d'ingestion ». Vigilance, rationnement alimentaire, redéfinitions géographiques et autorestrictions deviennent les nouveaux réflexes, vertus et pratiques censés contribuer à l'*empowerment* des populations⁵⁷. Or, cette prétendue opération d'*empowerment* à laquelle la doctrine de l'accommodation affirme contribuer, n'est rien d'autre qu'un *depowerment*, c'est-à-dire une dépossession du pouvoir qui permet de canaliser l'horreur de la contamination radioactive en la coulant dans des formes pseudo-rationnelles du type « tous ensemble nous vaincrons la radioactivité ». Il s'agit d'institutionnaliser l'angoisse elle-même. En offrant de mettre à l'abri de la peur et ainsi de se libérer de celle-ci, la cogestion ôte en effet toute force aux potentialités de mise à couvert que renferme la liberté d'avoir peur.

Tout ceci sans compter que, dans la situation concrète de Fukushima, cette mise en doute des normes n'est que pure rhétorique, puisque, au moment où se tiennent les

⁵⁶ Voir la liste non exhaustive des travaux allant dans ce sens dans la partie 3. de la présente contribution.

⁵⁷ Voir Sezin Topçu, 2013. « Chernobyl Empowerment? Exporting Participatory Governance to Contaminated Territories » in S. Boudia, N. Jas (dir.), *Toxicants, Health and Regulation since 1945*, Pickering & Chatto Publishers, Studies for the Society for the Social History of Medicine Series (6).

« dialogues » et où l'on encourage les populations à pratiquer l'autogestion de leur contamination, les autorités japonaises relèvent le seuil d'inacceptabilité de 1 à 20 millisieverts par an. Ainsi, les habitants du département de Fukushima auront, avec cette nouvelle norme, 20 fois supérieure à la norme internationale fixée avant la catastrophe, peu de peine à « mettre en place leurs propres objectifs de protection qui peuvent être plus draconiens que les normes existantes ».

Quant aux « marges de manœuvre » évoquées en matière de protection dans une situation de contamination radioactive, elles ne sont donc rien d'autre que des espaces de liberté surveillée au service de l'accommodation à la radioactivité. Le délire interactionniste d'ingénieur en relations humaines, auquel nous convient Hériard-Dubreuil et ses partenaires, selon lesquels la société fonctionnerait tel un jeu de mécano dont les pièces ne demanderaient qu'à s'interpénétrer harmonieusement, là où deux millions de gens sont, à Fukushima, en train d'écopper sans fin le bateau qui coule, aboutit à une défense pour une démocratie sous contrôle. Ainsi, après avoir vanté les mérites des « initiatives citoyennes », on réaffirme le dictat des autorités et des experts, qui est en fait l'objectif final de cette mascarade pseudo-démocratique. Là où l'on intègre, les élites ne sont pas loin.

« Relier les gens locaux, lit-on p.53, à des sources indépendantes d'information ne remplace en aucun cas le rôle et le devoir des autorités publiques en matière de fourniture d'information exacte à la population, sur la situation post-accident. Cela contribue à ouvrir la voie à la reconstruction de la confiance sociale dès que les conditions sont rassemblées pour instaurer un dialogue sain entre les experts institutionnels et les experts non-institutionnels. »

Voici donc, une fois tirées toutes les « leçons de Fukushima et de Tchernobyl », à quel programme de cogestion d'un accident nucléaire en France (ou ailleurs en Europe) nous convie l'équipe de Hériard-Dubreuil, soutenue et relayée par Michèle Rivasi, Corinne Lepage et leur association *Nuclear Transparency Watch*. Un programme édifiant, auquel nombre de nucléaristes n'auront rien à redire. Jacques Repussard, Directeur Général de l'IRSN, nous en avait d'ailleurs déjà donné les grandes lignes en 2013, observant, et ce de manière finalement moins ambiguë :

« Ce que les Japonais sont en train d'expérimenter, c'est une coexistence raisonnée avec la radioactivité forte ici, faible là et résiduelle ou inexistante ailleurs, en minimisant au maximum les risques et donc en s'adaptant quotidiennement à eux. Ce qui suppose de communiquer clairement sur les données disponibles et de travailler avec les populations en faisant appel à leur intelligence et à leur sens de l'adaptation. Le pire serait de s'enfermer dans des objectifs intenable qui provoquent de la déception, du stress et de l'hostilité. »⁵⁸

Voilà qui est clair : au jeu des différences, le lecteur aura beaucoup de peine à sortir vainqueur, tant le jargon néo-démocratiste de *Nuclear Transparency Watch* se confond avec celui de ses partenaires institutionnels.

⁵⁸<http://planete.blogs.nouvelobs.com/archive/2013/12/16/temp-4bff2d8c0a01f91ab9ca77b6406742fd-516436.html>

CONCLUSION

Un documentaire présenté par *Arte* le 26 avril dernier, relatif aux désastres de Tchernobyl et de Fukushima, lançait une pernicieuse invitation à « vivre avec » la contamination radioactive, un défi que prétendent, en ces jours sombres, relever les missionnaires de *l'accommodation à la vie qui ne vit pas*. Quelques jours auparavant, Michèle Rivasi, qui a pu voir le film avant sa diffusion – avant-première qui semble avoir trié précautionneusement ses potentiels contradicteurs –, ne manquait pas de faire part de son indignation dans les pages d'un magazine : « A-t-il conscience, ce réalisateur, qu'il se rend complice du lobby nucléaire ?! (...) Les programmes de type *Ethos* visent à rendre acceptable le risque nucléaire. Pour les populations touchées, comme pour nous tous. C'est une stratégie hyperélaborée basée sur la résilience, et qui véhicule ce message: allez, tout cela n'est pas si grave, on s'adapte... »⁵⁹.

Au vu de l'alliance scabreuse et néanmoins volontaire qu'elle a nouée dans le cadre de l'association *Nuclear Transparency Watch* avec Gilles Hériard-Dubreuil et les partisans du « vivre avec » dont il est un des chefs de gang, on peine à considérer comme crédible l'indignation de Michèle Rivasi, prise ici en flagrant délit d'incohérence, voire de duplicité, et l'on se dit que sa dénonciation de l'adaptation a toutes les allures d'une circonstancielle *adaptation par la dénonciation*. On peine à partager la suspicion de « complicité avec le lobby nucléaire » qu'elle manifeste vis-à-vis d'un réalisateur dont elle fustige l'inconscience, elle qui se lie en pleine conscience et en toute complicité aux médiateurs du pire. On peine encore à considérer sa propre stratégie comme aussi « hyperélaborée » que celle qu'elle prête à ses partenaires de jeu. Entre celle qui, d'un côté, déclare qu'« un accident nucléaire, c'est ingérable »⁶⁰ et celle qui, par ailleurs, sous ses atours européanistes, fait la promotion, sur le site de NTW, du programme *Ethos* de réhabilitation des zones contaminées et de ses résurgences contemporaines dans le contexte de Fukushima ; entre celle qui, d'un côté, accompagnée de Corinne Lepage, se rend en avril 2013 en Ukraine⁶¹ pour annoncer une contribution de l'Europe de 4 millions d'euros à la mise en place d'un centre médical pour le suivi des victimes de la radioactivité, centre qui sera dirigé par Youri Bandajevsky, professeur de médecine qui a été l'un des premiers à dénoncer les ravages du césium 137 sur certains organes, notamment le cœur, avant d'être emprisonné puis soumis à l'exil, et celle qui, par ailleurs, crée au même moment l'association *Nuclear Transparency Watch* avec Gilles Hériard-Dubreuil qui a été, deux décennies auparavant, l'un des artisans de l'éviction du même professeur Youri Bandajevsky du terrain de Tchernobyl ; entre celle qui, d'un côté, affirme « mon conseil le plus avisé est de sortir du nucléaire »⁶², et celle qui, par ailleurs, s'associe aux litanies des fondateurs et propagandistes de l'idéologie de l'accommodation au rayonnement ionisant, notamment – le lecteur nous pardonnera notre insistance – Gilles Hériard-Dubreuil (Mutadis, NERIS), Stéphane Baudé (Mutadis, NERIS), Thierry Schneider (CEPN, NERIS), Julien Dewoghélaère (Mutadis, NERIS) et leurs

59 *Télérama* du 20 avril 2016, p. 69.

60 Entretien paru dans *Franckushima*, coord. Géraud Bournet, L'Utopiquant Edition, Paris, 2016, p. 237.

61 <http://www.ledauphine.com/environnement/2013/04/29/le-cadeau-de-l-europe-le-jour-anniversaire>

62 Entretien paru dans *Franckushima*, coord. Géraud Bournet, L'Utopiquant Edition, Paris, 2016, p. 237.

relais internationaux, dont Margarethe Eikermann, de l'autorité norvégienne de radioprotection, active participante aux « *dialogues de la CIPR* » organisés à Fukushima entre 2011 et 2016, avec le soutien notamment de l'association *Ethos in Fukushima*, de l'Université médicale de Fukushima, de l'IRSN, de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, et de la Fondation Sasakawa (alias *Nippon Foundation*), fondation japonaise – disons le encore une fois au risque de paraître insistants – d'extrême droite, et l'un des plus importants bailleurs de fonds privés de l'Organisation Mondiale de la Santé, entre l'une et l'autre de ces poses on ne peut que constater un écart inquiétant. On croit déceler dans cette posture à faces multiples l'ambiguïté routinière des hommes politiques, le louvoiement habituel des députés, ministres, maires, et autres flagorneurs des instances de l'État, tellement est grande la force du mimétisme qui s'opère entre l'antinucléarisme cogestionnaire dont Michèle Rivasi et Corinne Lepage font manifestement partie, et le pronucléarisme du dialogue et de l'accommodation à la radioactivité qu'elles courtisent par ailleurs.

L'analyse de la collaboration active entre M. Rivasi, C. Lepage et G. Hériard-Dubreuil et des convergences stratégiques auxquelles elle donne lieu, a le mérite d'éclairer l'impasse dans laquelle se trouve la lutte antinucléaire.

Comment peut-on en effet prétendre protéger la population en l'aidant à s'accommoder aux sources de ses maux ? Comment peut-on s'associer à ceux qui fondent leur *credo* sur de telles prétentions tout en proclamant qu'elles sont dangereuses ? Il faut faire un choix. Si l'indicateur de performance des nucléaristes est, selon le principe ALARA, « aussi faible que raisonnablement possible », le nombre « optimal » de victimes d'un accident nucléaire, l'indicateur de réussite de ceux qui ambitionnent de protéger les populations ne devrait-il pas être le nombre de personnes qu'ils ont réussi à convaincre de fuir, et non le nombre d'entre elles contraintes de, ou encouragées à, suivre un protocole de contrôle et de mesure, afin de survivre dans la contamination ?

Lorsque le physicien Vassili Nesterenko, académicien et directeur de l'Institut de l'énergie atomique de l'académie des sciences du Belarus et liquidateur de la centrale de Tchernobyl, avait réclamé, après l'accident de Tchernobyl, l'évacuation immédiate des habitants dans un rayon de 100 kilomètres autour de la centrale au lieu des 30 kilomètres préconisés officiellement, il avait été limogé de son poste en juillet 1987, et taxé d'alarmiste et de semeur de panique. Son expérience met en relief toute la nécessité de « s'enfermer » dans des objectifs dits « intenables », de faire fuir le plus possible de gens placés dans une situation de contamination, et de provoquer la « déception », le « stress » et l'« hostilité » tant redoutés par J. Repussard cité plus haut. Il faut trancher : soit la radioactivité est dangereuse, et l'on assure qu'il faut la fuir ; soit la radioactivité est inoffensive et, se baptisant *géomètres morbides*, on affirme que l'on peut « vivre avec ». Telle est, pour les opposants au nucléaire, la leçon à tirer des appels à la négation des effets sanitaires de l'exposition au rayonnement ionisant dont participent *Nuclear Transparency Watch*, M. Rivasi, C. Lepage et G. Hériard-Dubreuil.

Il faut mettre fin à la pérennisation d'une vie fautive et à toutes ses formes de médiation qui contribuent à l'infliger aux hommes : mettre fin à cette situation

d'indécidabilité dans laquelle les autorités et les médiateurs du désastre plongent les populations, en la faisant passer pour fatale.

Il faut œuvrer à la sortie immédiate des populations placées involontairement en zone de contamination radioactive, plutôt que de clamer cette irrationalité totale selon laquelle il existerait, dans le monde physique, un entre-deux de la contamination où l'exposition au rayonnement serait simultanément dangereuse en théorie et inoffensive dans les faits. Or cette position, à ce point intenable et injustifiable qu'elle en est criminelle, on ne peut que la déduire de l'entre-deux politique dans lequel se placent l'association *Nuclear Transparency Watch*, Michèle Rivasi, Corinne Lepage et Gilles Hériard-Dubreuil. Toute légitimation de l'existence d'un tel entre-deux de la contamination ne peut que mener à l'extrémité de la violence du "vivre avec".

La volonté des médiateurs de l'extrême, que ce soit celle des autorités nucléaristes ou celle de leurs mercenaires éthossiens, volonté relayée par la compassion de certains antinucléaires pour des populations incarcérées dans la contamination, consiste à rendre chacun responsable d'une souffrance dont il n'est pas à l'origine. Il s'agit de contribuer à travailler, comme le font parfaitement NTW, Michèle Rivasi, Corinne Lepage et Gilles Hériard-Dubreuil, à l'intériorisation de la violence et à la transformation de l'horreur en espoir d'une récompense qui ne viendra jamais.

L'engouement qu'a connu en 2014, en France, la venue de Naoto Matsumura, « fermier » de son état, vivant à Fukushima dans l'ex-zone interdite, avec ses bêtes, affublé par son fan club inconséquent de l'héroïque vertu de « dernier homme de Fukushima », relève du même procédé d'intoxication par le souci du bien. Nous avons écrit à ce sujet en février 2014⁶³, et soulevé une certaine « indignation » humanitaro-verdoyante, car il fallait, là comme toujours, pleurer, compatir, et se soumettre en prétendant lutter. Outre le fait que l'épouse du Premier ministre Abe Shinzô avait rendu visite en 2012 à Naoto Matsumura, signant sur ses murs, en guise d'autographe, un « *Amour !* » à faire braire toutes les ménagères, on se souvient de l'accueil enthousiaste que Michèle Rivasi avait elle aussi réservé en mars 2014, au Parlement européen de Strasbourg⁶⁴, à celui que ses tourneurs présentaient comme l'incarnation d'« une troisième voie située entre la fuite et le confinement, celle qui consiste à rester malgré les radiations »⁶⁵, prétendant que l'on puisse « se battre à mains nues » contre la radioactivité en mobilisant « la spiritualité »⁶⁶. La projection, le 12 mars 2016, à la Maison de la Culture du Japon à Paris, antenne du pronucléarisme nippon en France⁶⁷,

63 <http://burezoneblog.over-blog.com/2014/03/fukushima-certains-ecologistes-glorifient-le-sacrifice-des-autres.html>

64 <http://www.michele-rivasi.eu/au-parlement/naoto-matsumura-le-dernier-homme-de-fukushima-a-strasbourg-mardi-11-mars/>

65 <http://www.fukushima-blog.com/le-dernier-homme-de-fukushima>

66 Tombé en extase devant une nouvelle icône, Antonio Pagnotta, journaliste manifestement troublé, expliquait en effet alors : « Quand le désastre nucléaire arrivera, il faudra se battre à mains nues. Il faudra faire appel à ce qu'on connaît de mémoire archaïque, c'est-à-dire la spiritualité ».

http://www.dailymotion.com/video/xy3yv2_antonio-pagnotta-matsumura-le-dernier-homme-de-fukushima_news

67 Ceux qui en doutent encore pourront s'en convaincre en visitant, à partir du 21 juin, à la Maison de Culture du Japon à Paris, l'exposition de photographies de Jun Takai photographe japonais, sur la vie de

d'un film documentaire intitulé « *Alone in Fukushima* », à la gloire de « l'étrange paradis peuplé de beaux animaux victimes des radiations » dans lequel vit Naoto Matsumura, considéré comme faisant partie « des gens qui ont la force et la résilience de se renforcer dans l'adversité, qui ont la faculté de s'adapter, qui deviennent des personnes différentes, et grandissent plus forts dans ces tragédies qui leur ouvrent d'autres voies et de nouveaux horizons »⁶⁸, cette projection donc n'a rien fait de plus qu'alimenter les raisons de nos critiques, notamment, celle portant sur la réalité arithmétique incontestablement morbide qui veut que l'on ne peut pas parler de « dernier homme de Fukushima » ni du fait d'être « seul à Fukushima », alors même que 92% des deux millions d'habitants du département n'ont jamais déplacé d'un centimètre leur « derrière » suite au désastre nucléaire, en conformité avec les attentes des autorités qui souhaitent apporter autant de justifications que possible au bien-fondé du redémarrage des centrales : plus il y aura de « derrières » à chauffer, à éclairer, à alimenter, à baigner et à faire travailler, plus on redémarrera, en ayant de surcroît l'assurance qu'un désastre nucléaire est, au final, beaucoup moins coûteux que certains le prétendent.

On voit ainsi comment de compatissants citoyenistes finissent par mettre, bon gré mal gré, leurs pas dans ceux des défenseurs du « vivre avec » la contamination radioactive, tout en « pleurant sur », comme pour rendre, larmes aidant, la couleuvre plus facile à avaler. Ils contribuent, ce faisant, à promouvoir les dites « initiatives citoyennes » que l'on a vu fleurir puis essaimer tels des pissenlits à Fukushima depuis le début de la catastrophe, et dont *Ethos in Fukushima* et sa récupération par la CIPR donnent à voir un échantillon, initiatives qui ne sont souvent que l'expression impuissante d'une cogestion des dégâts dont le ressort est la gestion de la peur, plutôt que de partir du constat rationnel selon lequel la radioactivité est une *menace de mort*. Les cogestionnaires incitent à jouer à la roulette russe : ils admettent que s'exposer au rayonnement peut « éventuellement » être dangereux, et agissent comme si les gens avaient une chance d'en réchapper en posant le canon du revolver contre leur temple.

Sommées de gratter la terre en croisant les doigts, les populations finissent par être persuadées qu'elles ont plus à perdre que leur vie et plus à redouter que leur mort. Les missionnaires de la soumission prétendent que l'on peut « gérer » sa peur, ôtant ainsi toute possibilité de remise en question de la déraison nucléaire dont chacun est censé au contraire tirer parti, plutôt que de se hasarder à en rechercher les responsables.

Suetsugi, une petite commune d'Iwaki, à Fukushima. Cette exposition est soutenue par l'IRSN, partenaire des « Dialogues de la CIPR » à Fukushima aux côtés du CEPN, de l'ASN et de la fondation Sasakawa (*alias* Nippon Foundation). La bourgade de Suetsugi a été contaminée et devrait, selon Kolin Kobayashi, être placée sous contrôle au titre de zone administrée sous la loi n°167 relative à la radioprotection sur le rayonnement ionisant à l'usage civil de 1957, et sous la loi relative à la sécurité sanitaire n°57 de 1972. L'exposition proposée à Paris par la MCJP s'inscrit clairement dans une campagne de négation des effets sanitaires de l'exposition au rayonnement ionisant et d'accommodation à la vie en zones contaminées. La majeure partie des photos montre des scènes de fêtes traditionnelles locales, mise en scène folklorisante faisant office de support culturel à la doctrine du « vivre avec », ainsi que des séminaires de l'association « Ethos in Fukushima », mise au service, à partir de décembre 2011, des autorités nucléaristes.

⁶⁸ Propos de la réalisatrice de « *Alone in Fukushima* » sur le site de la Maison de la culture du Japon à Paris : <http://eastasia.fr/2016/04/16/entretien-avec-nakamura-mayu-pour-son-documentaire-alone-in-fukushima-mcjp/>

Il s'agit donc, au nom de la responsabilisation et de la prise en main autonome de son propre destin, de répéter sans cesse l'exhortation à se critiquer soi-même, et non les conditions *données* de la situation de contamination. C'est là l'objectif des rédempteurs du « vivre avec » la contamination, qui n'auront jamais à en payer le prix, eux qui ont choisi d'emplir les hôpitaux de malades, plutôt que de rendre inhabitées des terres inhabitables. Eux qui, prétendant intégrer, désintègrent.

L'identification à l'agresseur, ou à l'agression, est un procédé psychologique classique utilisé par les enfants pour faire face à une peur qu'ils ressentent. Pratiquée à l'âge adulte, elle aboutit à un résultat totalement régressif : l'intériorisation de la culpabilité. En amenant chacun à cogérer les dégâts du désastre nucléaire de Fukushima, on amène chacun à en intérioriser la culpabilité. Dans ces conditions, et perdant son sens, la lutte antinucléaire est perdue d'avance, suivant ce principe évident : laisser mourir, c'est tuer ; cogérer, c'est co-détruire.

1^{er} juin 2016

Nadine et Thierry Ribault

Ecrivain et chercheur au CNRS

co-auteurs de

« [Les sanctuaires de l'abîme - Chronique du désastre de Fukushima](#) »

Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, Paris, 2012.

Article paru sur le site de *Sciences Critiques*, 3 août 2016.

<https://drive.google.com/file/d/0ByrSSqd2fXGOa3ZER2pRcGptZmM/view>